

Marges de la ville en marge du politique ? Exclusion, dépendance et quête d'autonomie à Nouakchott (Mauritanie)

Armelle Choplin, Riccardo Ciavolella***

La Mercedes 190 a quitté le Sénégal depuis 4 heures. Quelques petits baraquements en banco émergent sporadiquement des dunes. Le chauffeur soulagé lâche un « *Alhamdulillah*. Nous y sommes. C'est Riyad, PK 12 » (fig. 1). À 12 kilomètres du centre de Nouakchott, nous sommes bien en peine de croire que c'est la ville. Cela ressemble plutôt à la brousse. Seuls quelques poteaux électriques laissent à penser que nous venons de faire une intrusion dans le monde urbain.

À mesure que nous progressons, l'habitat se densifie. Soudain, une vaste étendue de bidonvilles. Des enfants courent entre les innombrables « baraques » en bois et aux toitures de tôle. Précarité, forte densité, pauvreté, insalubrité... « C'est la *kebbe*, les bidonvilles, les pauvres » explique le chauffeur. Quelques centaines de mètres plus loin, un autre quartier, dense lui aussi, mais cette fois les maisons sont en dur. Sur un bâtiment, au-dessus duquel flotte le drapeau mauritanien, est écrit « Moughataa de El Mina », commune d'El Mina. Un peu plus loin, des fils électriques pendent le long des murs. « L'électricité ici, c'est pas tout le temps ». Ça et là, des ânes et des charrettes chargées de bidons attendent devant des bornes-fontaines ou partagent les pistes ensablées et défoncées avec des bus surchargés.

La 190 remonte une rue jonchée de débris et débouche sur une grande avenue. « Abdel Nasser. Ici c'est Capitale ». Les bâtiments de part et d'autre de l'avenue sont bien décrépis, excepté deux immeubles qui transpercent le ciel bleu : une banque et un centre d'affaires. Virage à droite. Une grande artère : « C'est les Champs-Élysées de Nouakchott ». Sur les bas-côtés, les mêmes poubelles. Pourtant, ce sont des dizaines de villas luxueuses qui s'élèvent maintenant. Arrêtés devant, des berlines et 4x4 rutilants : « Ici, tu as les plus belles villas du monde dans la capitale la plus moche. Tu as les plus belles voitures du monde sur les plus mauvaises pistes ».

* Géographe, Maître de Conférences à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, ACP EA 3350, UMR PRODIG 8586 – armelle.choplin@gmail.com.

** Anthropologue, doctorant à l'EHESS et à l'Université Milan-Bicocca – riccardo.ciavolella@gmail.com.

Cette traversée de Nouakchott donne à voir un espace urbain pour le moins éclaté. La ville semble se structurer autour d'une division classique entre l'élite politique et économique, concentrée dans les villas privées et espaces de la richesse du centre-ville, et la majorité des urbains relégués dans les espaces alentours. Or, cette vision première, qui voudrait que l'organisation urbaine se résume à une simple opposition matérielle entre centre des riches et périphérie des pauvres, est à nuancer. Associant perspectives anthropologique et géographique, nous proposons de démontrer que la distinction se décline selon différents gradients de marginalité spatiale et sociale ¹.

Cette marginalité doit être entendue, dans son acception gramscienne, comme une condition sociale se manifestant à la fois par l'*exclusion* et la *dépendance* d'un groupe « subalterne » par rapport à un autre « hégémonique » [Gramsci, 1992 ; Ciavolella, 2008]. Étudier ces marges ne revient donc pas seulement à décrire les périphéries d'une ville : il s'agit plutôt d'assumer une posture intellectuelle qui, se plaçant aux *marges* du système, les analyse en tant que situations les plus éclairantes des dynamiques générales de la ville, de la société et de l'État [Das, Poole, 2004 ; Hatzfeld *et alii*, 1998]. Cette posture permet en effet de saisir les processus d'exclusion et de dépendance des habitants envers le pouvoir, des marginaux envers l'élite.

Dans un premier temps, nous verrons comment ces marges instables de la ville se sont fabriquées tout au long de la jeune histoire de Nouakchott et selon des logiques contradictoires : attraction et répulsion, contrôle politique et délaissement, privatisation et projets d'intérêt public. Cette toile de fond initiale permettra de comprendre pourquoi les pouvoirs publics ont récemment essayé de s'approprier ces marges par des politiques de développement et des pratiques clientélistes. D'autre part, nous nous interrogerons sur la façon dont les marginaux tentent de se récréer des espaces d'autonomie au moyen de pratiques informelles et d'une mobilisation politique.

Esquisse historique de la marginalité à Nouakchott

De la construction d'un espace discontinu...

Nouakchott n'a pas été conçue pour accueillir les 800 000 habitants qu'elle compte aujourd'hui mais a d'abord été pensée en tant que petit centre administratif et politique ². En 1957, colonisateurs et premiers dirigeants décident d'ériger *ex-nihilo* une capitale, relais spatial indispensable à la souveraineté de l'État mauritanien

1. Les réflexions de cet article s'inscrivent plus largement dans le cadre d'un doctorat en anthropologie mené par R. Ciavolella, intitulé *Le pouvoir aux marges. État, citoyenneté et identité en Mauritanie, à travers l'exemple des Fulaabe* et d'une thèse de géographie *Fabriquer des villes-capitales entre monde arabe et Afrique noire : Nouakchott (Mauritanie) et Khartoum (Soudan), étude comparée* [Choplin, 2006b].

2. Il est aujourd'hui très difficile d'évaluer précisément la population de Nouakchott. En 2000, l'Office National des Statistiques publiait le chiffre de 558 195 habitants et projetait celui 743 511 pour 2005 (ONS, Annuaire Statistique 1995-2005). D'autres sources parlent d'un million d'habitants. Le chiffre le plus vraisemblable semble tourner autour de 800 000.

naissant [Pitte, 1977]. Aussi, à côté du Ksar (noyau originel composé d'un fortin et d'un puits autour duquel évoluaient 500 nomades), un quartier de bâtiments administratifs et politiques, dénommé *Capitale*, est construit (fig. 1). Les premiers plans, inspirés du principe du zonage, confèrent une fonction particulière à chaque sous-quartier de la ville nouvelle : l'entité située au nord de l'avenue Abdel Nasser est réservée à la cité résidentielle de type occidental ; autour de cet axe central s'érige le quartier commercial et administratif ; enfin, au sud de l'avenue, une médina, désignée comme le « quartier africain », accueille les classes populaires³.

Ces premières différenciations spatiales s'amplifient au début des années 1970, au moment où Nouakchott connaît une croissance urbaine spectaculaire. Suite à des sécheresses successives, les ruraux sans ressources gagnent massivement la capitale (15 % de croissance annuelle entre 1977 et 1988) [Diagana, 1993]. Les autorités se montrent incapables de maîtriser l'exode rural vers la capitale [Frérot, 1998, 2007]. Faute de logements, des milliers de *broussards* érigent des tentes et baraques, survivent de quelques aides alimentaires et du travail informel. Dès les années 1980, les bidonvilles finissent par composer l'essentiel du paysage urbain. Ces zones sont dénommées « *kebbe* », de la racine arabophone *ker* (« verser »), en souvenir du temps où l'on y jetait les ordures [D'Hont, 1988]. Selon un processus de *push and pull*, les marginaux sont comme aspirés par la ville puis « déversés » dans les espaces interstitiels.

Quartiers denses péricentraux, quartiers populaires éloignés et bidonvilles se distinguent aujourd'hui mais tous sont renvoyés à une même condition d'exclusion et de dépendance envers le centre. À l'image des canalisations et des fils électriques qui atteignent tous les recoins de la ville, sans pour autant amener eau et courant, les marges de la ville sont tenues à l'écart du centre, mais y sont inévitablement et structurellement liées. Les disqualifications spatiales matérialisent en cela d'autres fractures sociales, inégalités économiques, discriminations et stigmatisations identitaires.

... à la mise en place d'une société urbaine fragmentée

La fracture entre un pôle central ramassé et des périphéries étendues reflète plus largement les ruptures de la société mauritanienne scindée entre une petite élite urbaine localisée, en partie, dans ce centre et une masse de marginaux dans les franges. Le processus d'urbanisation n'a donc pas créé les conditions d'intégration sociale mais bien plutôt accru les inégalités.

La relation qui se crée entre marginalité spatiale et marginalité sociale est intime. Pour autant, l'exclusion sociale se produit et se manifeste au-delà de la seule séparation matérielle entre les entités urbaines.

L'*élite politico-commerciale*, historiquement située à la jonction entre la gestion de l'État et le contrôle des activités économiques (commerce, pêche et mines), a

3. Sources : Archives : *Notes sur le Plan d'urbanisme de Nouakchott*, 1958.

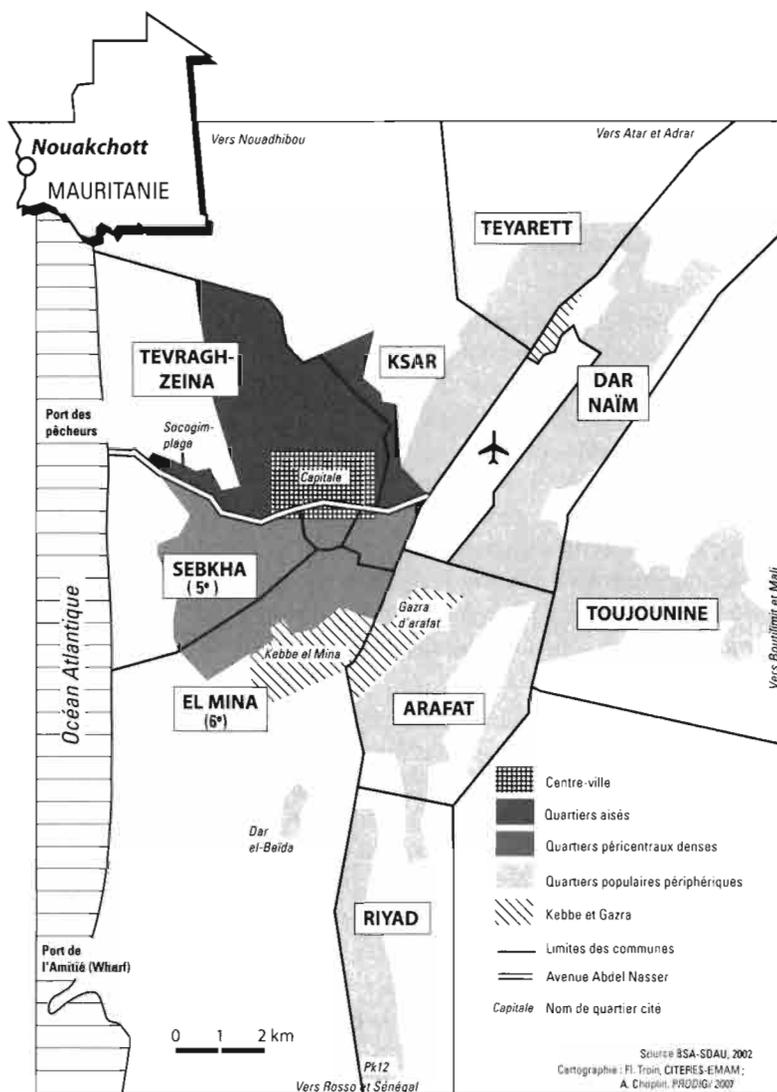


Fig. 1 – Nouakchott : un petit centre pour d'immenses marges

Cette carte fait apparaître plusieurs quartiers caractérisés par diverses formes de marginalité :

- les quartiers denses de Sebkhah (aussi dénommé 5^e arrondissement) et d'El Mina (6^e arrondissement) souffrent de conditions insalubres mais ont un accès facilité au marché informel par leur position péricentrale ;
- certains quartiers populaires sont en position périphérique : ils sont fort déconnectés du centre du point de vue des infrastructures mais profitent de la pression foncière ;
- les bidonvilles (*kebbe*) et certaines *gazra* (occupations illégales) matérialisent l'exclusion urbaine à ses extrêmes, malgré une proximité relative au centre.

largement profité de l'urbanisation en s'accaparant les activités fructueuses et le champ du politique qu'offrait la nouvelle capitale. Depuis quelques années, l'enrichissement est plus manifeste encore, lié à la découverte du pétrole et au développement d'une économie capitaliste, intégrée à la mondialisation. Cette élite, qui participe directement aux flux globaux en commerçant avec la Péninsule arabique, l'Europe ou la Chine, s'est alors retranchée dans les quelques rues où sont concentrés les attributs du pouvoir, et le quartier aisé au nom évocateur de *Tevragh-Zeïna* (Belle à jamais) (fig. 2). Pour certains habitants de ces beaux quartiers, le reste de la ville, de *leur* ville, n'est qu'une masse sombre et indéfinie : « là-bas il y a le diable. Il ne faut pas y aller la nuit ».

Nouakchott n'est pourtant pas une ville complètement ségrégée. Espace fragmenté [Navez-Bouchanine, 2002], elle n'en est pas moins un espace de circulation. Le quartier *Capitale* attire les habitants des périphéries : une partie d'entre eux le fréquente quotidiennement pour y chercher des opportunités de travail. Le mouvement centripète s'inverse à la nuit tombée, refoulant vers l'extérieur la main-d'œuvre active ou potentielle. *Capitale* est en cela un espace vécu et traversé par intermittence, mais les marginaux n'ont que virtuellement accès à sa richesse et au pouvoir, concentrés et bien gardés à l'intérieur des villas.

Quelque part, entre la ville et la brousse

Nouakchott domine aujourd'hui matériellement et numériquement le vaste territoire national (un Mauritanien sur quatre y réside). Aussi, pour analyser Nouakchott et ses marges, il s'avère indispensable de revenir sur la relation que ce pôle urbain entretient plus largement avec le monde rural [Geschiere, Gugler, 1998].

La Mauritanie rend particulièrement bien compte du *continuum* qui existe entre le centre du pays et ses périphéries tant les référents ruraux et urbains sont imbriqués. Dans les années 1960-70, les nouveaux arrivés ont eu tendance à s'installer au plus près de l'axe qui les relie à leur région d'origine, faisant de leurs nouveaux quartiers des prolongements des noyaux urbains de l'intérieur plutôt que des excroissances du centre-ville. Par la suite, d'autres dynamiques proprement urbaines – telles que la communautarisation de l'espace, la spéculation foncière... – devaient intervenir dans les choix résidentiels, sans pour autant faire disparaître la relation étroite des zones marginales avec l'intérieur du pays.

Cette relation a fréquemment été interprétée comme la persistance d'un *sentiment traditionnel* qui empêcherait la transformation de l'homme *rural* en homme *urbain*. Certes, la plupart des Mauritaniens expriment un attachement à la vie rurale, mais l'idée du village et de la brousse comme lieux de la pureté dépend largement d'une image en négatif de la ville où « tout n'est que problème. Il faut payer pour tout : la terre, l'eau... ». L'attachement au monde rural se justifie par la désillusion fréquente des attentes du néo-urbain face à sa situation précaire. Et, en dépit des conditions rurales difficiles, le village constitue encore un territoire-ressource où les citadins laissent une partie de leur richesse, comme leur troupeau, pour faire face à l'insécurité de la vie urbaine. Ainsi, Nouakchott apparaît souvent

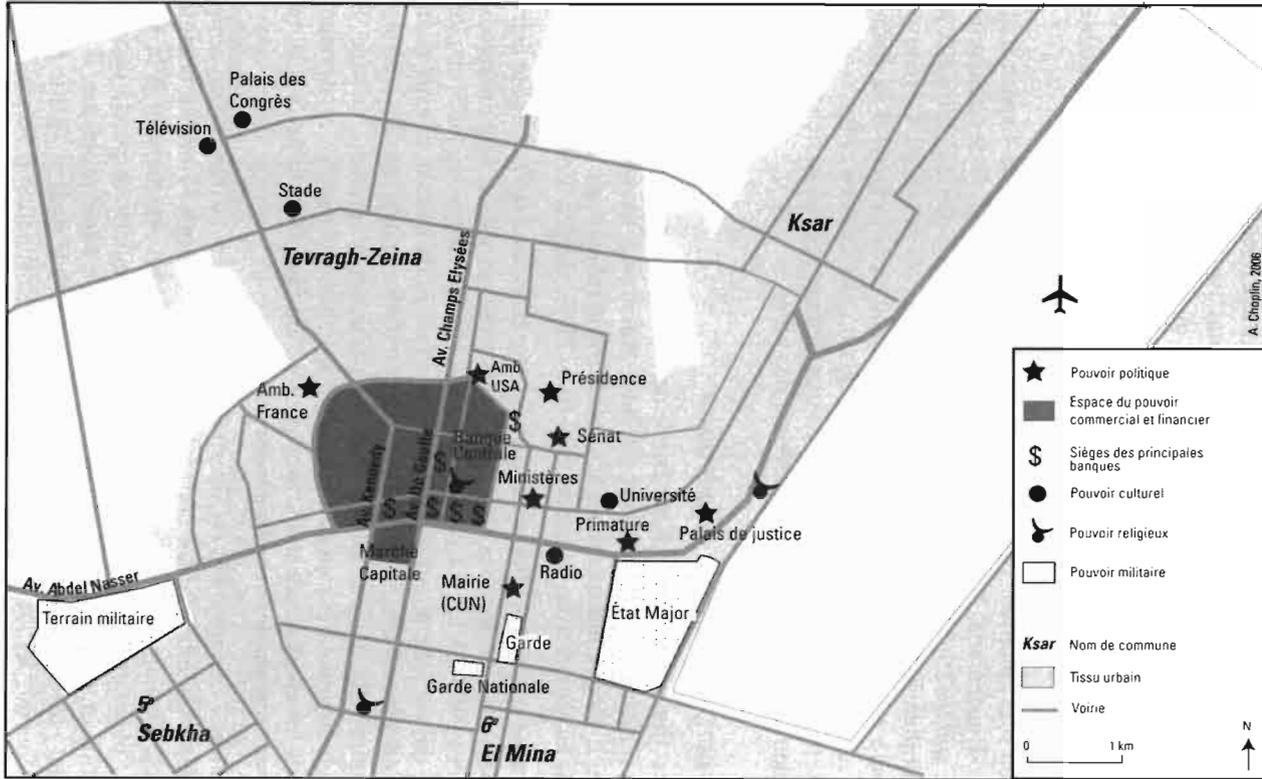


Fig. 2 – Capitale : le centre des élites

comme une ville de passage dans laquelle la plupart des habitants, contraints d'y résider pour des raisons économiques, conservent un sentiment d'extranéité.

L'élite urbaine n'a pas non plus rompu avec la brousse : elle la mythifie et elle la regagne lors des vacances et... des campagnes électorales. Cet espace représente avant tout un capital symbolique et politique. L'élite au pouvoir l'idéalise à travers une certaine image, qui contraste d'ailleurs fort avec sa vie nouakchottoise : la Mauritanie est présentée aux yeux du monde comme *le* pays de la *badiyya* (brousse), des chameaux, des dunes et des hommes bleus. Cette vision réductrice laisse entendre que la Mauritanie est le seul pays des Maures et exclue de fait les autres composantes de la population⁴. D'autre part, cette idéalisation de la brousse est instrumentalisée à des fins politiques puisque c'est dans cette brousse « choisie » que la classe dirigeante urbaine (r)assure ses clientèles tribales et tire ainsi une bonne partie de sa légitimité [Villasante, 1998 ; Lechartier, 2005].

Quand le pouvoir s'intéresse (trop) à ses marges

De la pauvreté comme fatalité

En divers endroits stratégiques du centre-ville sont régulièrement affichées des *publicités d'utilité sociale*, panneaux sur lesquels les ministères conseillent aux citoyens les bonnes conduites à suivre en vue d'atteindre les objectifs du « développement ». En 2005, les Nouakchottois alphabétisés étaient ainsi invités par le Commissariat aux Droits de l'homme, à la Lutte Contre la Pauvreté et à l'Insertion (CDHLCPI) à apprendre à lire et écrire à leurs concitoyens pour « lutter contre les mentalités rétrogrades » qui entravent le développement du pays. Au même moment se tenait au Ministère de la culture un forum sur « la culture traditionnelle au service du développement ». Derrière une contradiction apparente entre les deux slogans, se cache un même discours : le développement ne dépendrait que d'une bonne sélection des traits culturels aptes à intégrer la *rationalité* économique, éliminant ceux en contradiction avec la « modernité »⁵.

Attribuer à la *tradition* la responsabilité du développement revient à une stratégie néolibérale de « dépolitisation » des raisons de la pauvreté [Ferguson, 2006]. L'individu est présenté comme *anti-moderne* – et donc *anti-urbain*. Il est le seul responsable de son dénuement, sa mentalité et ses conduites étant incompatibles avec le progrès. En présentant la pauvreté comme une *fatalité*, l'État en dissimule les causes réelles puisque du débat sont exclues les raisons politiques et sociales qui produisent la marginalité.

Une fois dépolitisée, la marginalité devient l'instrument d'une rhétorique de l'intervention publique : elle se justifie en tant qu'action qui *lutte* contre la pauvreté. Cette rhétorique, dans laquelle l'État se pose en sauveur, se traduit par la

4. Les Maures se distinguent des dites composantes négro-mauritaniennes (Halpulaar, Soninké, Wolof...) qui constituent l'autre partie de la population.

5. Voir exemples de discours cités dans P. Tanguy [2007].

création d'une pléiade d'organisations et par l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. C'est dans cette optique qu'a été créé le CDHLCPI, interface entre le pouvoir central, les institutions internationales et les ONG, qui entendent tous défendre les intérêts des marginaux, s'évertuant pour cela à monter des *projets* pour faire du *développement*.

Banque Mondiale et ONG : by-passing the state ?

Dans le contexte actuel de mondialisation et libéralisme, de nouveaux acteurs ont fait leur apparition dans les politiques urbaines nouakchottoises. Les ONG, pouvoirs décentralisés, mais plus encore la Banque Mondiale (BM), conditionnent désormais les évolutions urbaines en concurrençant l'État [Osmont, 1995]. Contre-pouvoirs et/ou garde-fous, ces acteurs lui reprochent une incapacité à gérer ces espaces et l'ampudent de ses prérogatives.

En se présentant en *bon élève*, l'État mauritanien a repris les directives de la BM, élaborant en 2001 un Programme de Développement Urbain (PDU) qui vise à améliorer les conditions de vie des populations démunies des quartiers précaires et à enrayer la spéculation foncière en limitant les distributions et reventes⁶. La BM finance le projet à hauteur de 60 millions de dollars dont 54 millions sur 10 ans pour la seule ville de Nouakchott.

L'opération la plus importante est celle du recasement de la *kebbe* d'El Mina. Cet énorme bidonville de 50 000 habitants – qui pendant longtemps n'a inspiré qu'indifférence – est devenu l'un des lieux les plus convoités de la capitale. Pour la BM, le recasement de ce bidonville devait incarner l'exemple d'intégration d'un quartier pauvre dans le tissu urbain. Mais pour les pouvoirs publics, l'intérêt était tout autre. Cette poche de pauvreté, instable et quasiment au cœur de la ville, s'était mise à inquiéter les pouvoirs en place. Déplacer les gens leur a tout d'abord permis de casser les liens de voisinage et les solidarités implantées depuis longtemps. Par ailleurs, l'attention portée à cette *kebbe* n'est pas anodine dans la mesure où elle est essentiellement peuplée de *Haratin*⁷, dont le statut social et le positionnement électoral constituent un enjeu crucial pour la politique mauritanienne.

Quelques jours avant les élections présidentielles de novembre 2003, l'ancien chef de l'État Maouiyya Ould Sid'Ahmed Taya s'était déplacé en personne dans cette périphérie pour présenter un programme d'amélioration des conditions de vie à ces potentiels électeurs de l'opposition. À la fin de l'année 2004, 2 300 familles s'étaient vues attribuer un lot de 120 m² sur lequel elles ont pu construire une pièce de 20 m² grâce à des micro-crédits. Restaient encore 35 000 personnes à reloger. Plusieurs centaines ont alors été déplacées à 7 km du centre, à Dar El-Beïda, l'une des zones les plus enclavées de la capitale (fig. 1).

6. Ce PDU s'appuie sur le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain et est mis en place par l'Agence de Développement Urbain [ADU, 2002].

7. Les *Haratin* sont les descendants d'anciens esclaves affranchis et arabisés. Ils sont aussi appelés Maures noirs par opposition aux Maures blancs (*Bidan*) qui dirigent le pays. Encore aujourd'hui, les *Haratin* constituent la couche la plus pauvre de la population.

Pour choisir les personnes à déplacer, la BM – qui prône la « démocratie locale participative » – fit appel aux leaders de quartier, soi-disant représentatifs de la population⁸. Or, ces leaders locaux étaient avant tout les présidents de section du parti présidentiel dans le quartier. Au final, au lieu d'encourager l'expression des populations au niveau local, c'est le parti en place et le gouvernement qui ont été favorisés par cette opération.

Le cas de cette *kebbe* retranscrit tous les enjeux du développement urbain et des luttes pour le contrôle des espaces périphériques. En s'intéressant soudainement à ces marginaux, le pouvoir répond ainsi à deux grands objectifs. En premier lieu, en leur donnant un terrain, il freine l'expression du mécontentement : ne faisant aucune distinction entre les différents acteurs impliqués dans ce projet, les bénéficiaires considèrent que toute aide émane de l'État, et se sentent redevables envers celui-ci. Le second objectif consiste à répondre aux attentes de la Banque Mondiale et ainsi justifier le versement d'importantes sommes d'argent.

À l'évidence, toujours selon la rhétorique de la pauvreté, les autorités publiques se gardent bien de présenter ces espaces comme les « bidonvilles des *Haratin* », la question des séquelles de l'esclavage étant politiquement sensible. Les habitants des *kebbe* sont tout simplement considérés comme des pauvres d'origine rurale, dont les conditions ne seraient que le produit d'une fatalité, plutôt que d'une histoire sociale.



Photo 1 – La *kebbe* d'El Mina (Chopin, décembre 2004)

8. La Banque Mondiale prône le « déplacement zéro » des populations en matière de restructuration foncière. Lorsque le déplacement est inévitable, il doit être « volontaire » et « à l'initiative des populations ».

Privatisation de l'espace et spéculation

Les projets urbains et stratégies pour l'élimination de la pauvreté justifient une intervention en réalité détournée qui permet aux autorités publiques de mettre la main sur les *marges de la ville*. Les détournements de biens publics et en particulier l'appropriation illégale de la terre et de l'*espace public* sont monnaie courante à Nouakchott. Cette collusion entre public et privé s'est accentuée avec la récente découverte du pétrole qui motive les nouveaux projets urbains, conçus sur le modèle de Dubaï. Un nouveau centre d'affaire, *Al Khaima City Center*, vient d'ouvrir en plein cœur de la ville. Cet immeuble luxueux préfigure le nouveau visage du centre-ville, appelé à devenir la future vitrine de l'État pétrolier. Il fait face aux « blocs manivelles », parmi les premiers bâtiments construits en 1959 et aujourd'hui délabrés. Un nouveau plan directeur d'aménagement du centre-ville, adopté le 26 novembre 2006 par le conseil des ministres, prévoit de les raser. En lieu et place seront érigés cinq immeubles aux noms évocateurs : Tour de la Banque centrale de Mauritanie, Tour de la SNIM⁹, Tour du pétrole, Tour Internet et un grand hôtel. Ce projet pose la question du relogement en périphérie des dizaines de familles qui habitent ces « vieux » logements. Ces habitants, généralement de petits fonctionnaires qui ont vu la ville se construire autour d'eux, sont devenus incompatibles avec la nouvelle image du centre.



Photo 2 – Affiche de campagne du candidat Ahmed Ould Hamza pour les élections municipales de novembre 2006 (Ciavolella, novembre 2006)

9. SNIM : Société Nationale Industrielle et Minière.

Si l'espace public est investi par le secteur privé, les périphéries le sont par les pouvoirs émanant du centre. Elles font l'objet d'une intense spéculation foncière depuis que le foncier urbain est devenu l'une des principales sources de revenus, avec le pétrole, la pêche et le commerce. Nombreux sont les stratagèmes pour s'approprier des terrains. Les usurpations ont commencé dès 1974, lorsque devant l'afflux massif de populations, les autorités ont pris l'initiative de distribuer gratuitement des lots de recasement. Les bénéficiaires les revendaient immédiatement à des spéculateurs pour s'installer à quelques mètres, de nouveau dans l'illégalité en attendant une nouvelle distribution. Depuis lors, la spéculation foncière et le phénomène de *gazra* (occupation illégale) se sont développés. Certains individus aisés érigent illégalement une petite chambre en vue d'obtenir un bout de parcelle lors des prochaines distributions ; d'autres se servent des populations indigentes comme prête-noms ou font pression sur elles pour obtenir des parcelles. Les marges spatiales se sont muées en véritables espaces à conquérir pour les *gazreurs professionnels*. Des sociétés créées tout récemment proposent explicitement des investissements sur foncier *dormant* (spéculation à long terme sur parcelles) ou *roulant* (achat et ventes de villas). Le front d'urbanisation ne cesse de progresser, repoussant toujours un peu plus loin les limites de la ville [Choplin, 2006 a ; Destremeau, Tanguy, 2006].

L'État ne se limite pas à une complaisance passive, encourageant lui-même la spéculation. Il a participé, par exemple, à la montée des prix du terrain en créant le nouveau quartier SOCOGIM-plate. Conçue à l'origine pour construire des logements sociaux, la SOCOGIM propose aujourd'hui 1200 maisons de haut et moyen standing le long du littoral¹⁰. Détenant le monopole du foncier et de la production urbaine, l'État reste le principal moteur de spéculation et appropriation foncière¹¹. Les marges de la ville se présentent donc comme des réserves foncières et financières qu'il distribue à sa clientèle. Il n'est donc nullement surprenant que ces marges urbaines se multiplient en dépit des interventions des pouvoirs publics qui visent à réguler ces espaces : les objectifs affichés permettent en réalité de maintenir le désordre foncier à l'origine de la spéculation.

Logiques d'autonomie et mobilisations politiques

La marginalité n'est pas seulement une condition vécue : elle est aussi une condition *pensée et agie* (*agency*). Au-delà de leur exclusion du partage des ressources et de leur dépendance envers l'aide publique, les marginaux mettent en place des petites tactiques au quotidien pour créer des espaces d'autonomie

10. La SOCOGIM (Société de Construction et de Gestion Immobilière) a été créée en 1974 dans l'urgence pour faire face à l'arrivée massive de ruraux. Initialement, elle avait pour but de réaliser de l'habitat à moindre coût et favoriser l'accès à la propriété des plus modestes. Aujourd'hui, les logements sont destinés aux seules classes aisées solvables.

11. Seuls trois ordres ont la compétence d'accorder des concessions urbaines : le Conseil des Ministres (pour une superficie supérieure à 2 000 m²), le Ministre des Finances et de l'Équipement (entre 1 000 et 2 000 m²), et le Préfet (inférieur à 1 000 m²). Voir décret n° 90-020 du 31 janvier 1990.

[Certeau, 1990]. Plus encore, ils se réapproprient leurs espaces, partant de leur condition de marginalité pour formuler des ébauches de critique politique.

Pratiques urbaines informelles : quand les marginaux rencontrent l'État

Au carrefour du Marché du bois (El Mina), une femme vend quelques sachets de *bissap* (boisson à base de fleurs d'hibiscus), des beignets et trois oranges. Des cartes téléphoniques pendent sur un bout de bois. Des enfants jonchés sur une charrette livrent l'eau aux maisons. Au milieu du carrefour, un homme affublé d'un vieux T-shirt troué use sans relâche d'un sifflet qu'il porte autour du cou. Autour, des gens sourient : « C'est un fou. Cela fait des années qu'il fait la circulation. Il le fait mieux que les vrais gendarmes ».

Ces morceaux de ville marqués par l'informalité semblent évoluer en dehors du cadre réglementaire de la ville légale et de tout contrôle politique et administratif. La règle existe mais elle est très souvent aménagée, détournée ou contournée pour gagner quelques Ouguiyas¹². L'absence de statuts clairs et précis pour ces quartiers laisse des marges de manœuvre à ces habitants qui jouent sur les frontières entre légal et illégal, formel et informel, exprimant ainsi leur capacité d'agir dans ces « *tight corners* » [Lonsdale, 2000]. On l'appelle *tcheb-tchib*, l'art de la débrouille [Ould Ahmed Salem, 2001].

Ces pratiques de l'informel ne sont pas en contradiction avec l'État mais reflètent au contraire son propre mode de fonctionnement, fondé sur des réseaux clientélistes et « une petite corruption au quotidien » [Blundo, Olivier de Sardan, 2001]. Cependant, la participation conjointe des habitants et institutions à l'informel revêt des objectifs différents : si ces pratiques constituent une stratégie de survie pour la plupart des marginaux, elles deviennent stratégie d'accumulation ou de contrôle pour les représentants des institutions. Les marges de la ville évoluent, d'une part, dans le délaissement juridico-politique qui permet aux habitants de développer des alternatives de survie, et de l'autre, comme des lieux où les différents pouvoirs publics peuvent, paradoxalement, poursuivre des intérêts privés.

Les marges pensées par les marginaux

La *dépolitisation politique* évoquée précédemment sous-entend que la pauvreté et l'exclusion puissent être saisies scientifiquement selon des critères d'appréciation objectifs¹³, le développement se limitant à des interventions *techniques* sur des populations passives. Si certains habitants perçoivent encore la marginalité comme une fatalité relevant des forces de l'invisible et de l'incontrôlable, pour d'autres, elle est une condition expérimentée activement. Dès lors, la société urbaine peut aussi devenir le théâtre où s'expriment les critiques envers les autorités publiques et réactions à l'exclusion sociale [Lefebvre, 1968].

12. Monnaie locale.

13. En 2005, 46,3 % de la population mauritanienne vivait en dessous du seuil de pauvreté (Youssef Salami, *La Tribune*, Alger, 4 août 2005).

Dans les imaginaires populaires, les inégalités urbaines se recourent souvent avec les discriminations dites ethniques. Pour une bonne partie des « Noirs » des quartiers marginaux, la fracture urbaine s'expliquerait par l'accaparement du pouvoir par la composante des *maures blancs* (*bidan*). En réalité, la situation est plus complexe puisque dans le centre-ville privilégié réside une partie des élites négro-mauritaniennes et *haratin*, qui, cooptées par la classe dirigeante, ont réussi à intégrer les rouages du système [Jourde, 2001]. Inversement, des milliers de Maures blancs doivent faire face à des conditions de vie précaires dans les quartiers périphériques de Dar Naïm, Teyarett, Toujounine ou Arafat.

Cependant, les conflits ethniques et/ou sociaux du pays ne sont pas étrangers à la relative communautarisation des espaces. Suite aux orientations *baathistes* du gouvernement dans les années 1970 et aux événements de 1989¹⁴, les populations négro-africaines ont opté pour un repli significatif dans les communes de Sebkha et El Mina (5^e et 6^e arrondissements) à l'origine *mixtes*. Au même moment, ces quartiers étaient délaissés par les Maures [Choplin, 2006 b]. De la même façon, rares sont les Maures blancs qui habitent dans les *kebbe*, ces espaces de l'exclusion étant un produit de l'histoire sociale de ces communautés.

En retour, les marges de la ville sont stigmatisées par les habitants du centre – notamment à travers les médias – comme les hauts lieux de la délinquance¹⁵ et de la perte, alors que la consommation de drogue, mais surtout d'alcool – pourtant prohibée – est une pratique fort répandue parmi l'élite de Teyragh-Zeïna.

Cette idée des périphéries comme lieu de perte est toutefois partagée par ceux qui critiquent les logiques de marginalisation sociale et urbaine. Certains d'entre eux utilisent la rhétorique de la ségrégation, surnommant « ghetto » ou « petit Soweto » les quartiers de Sebkha et El Mina. Sans se poser ici la question de la pertinence scientifique de la catégorie de « ghetto », il est intéressant de remarquer comment cette rhétorique est reprise pour critiquer la politique. Certaines chansons rap et hip-hop, qui ont une large écoute auprès des jeunes négro-mauritaniens et *haratin*, reprennent ce terme de « ghetto »¹⁶ pour désigner tout ce qui s'élève au Sud de l'avenue Abdel Nasser, axe qui semble matérialiser une frontière sociale : au sud de l'avenue, les quartiers populaires et au nord, les quartiers aisés (fig. 1).

La rhétorique de la marginalité « par le bas » contribue à orienter les actions organisées des marginaux, faisant des marges de la ville un espace approprié et politisé. Les associations d'assistance mutuelle représentent le phénomène le plus

14. Sénégalais et Mauritaniens appellent pudiquement « les événements de 1989 » les affrontements qui ont pris place le long du fleuve Sénégal. Alimentée par les autorités mauritaniennes et opposant tout d'abord populations maures et négro-africaines, la situation a dégénéré en un véritable conflit ethnique entre les deux pays. Les Sénégalais de Mauritanie sont chassés et réciproquement, les Mauritaniens présents au Sénégal sont expulsés. En Mauritanie, de nombreux Négro-africains sont victimes de sévices, y compris à Nouakchott.

15. *Le Calame* du 30 mai 2007 écrivait : « Dans les peuplés départements de la capitale, des bandes sèment la terreur [...]. Sans stigmatiser, il est à noter que deux départements (Sebkha et El Mina) [...] détiennent le record des crimes enregistrés dans la ville ».

16. Papis Kimmy, rappeur *Hartani*, expliquait : « Nous, les rappeurs, on vient tous de la périphérie. On vient des Médinas, là-bas, c'est le ghetto des noirs. Et les ghettos vraiment pourris, c'est le 5^e et le 6^e ».

répandu. Par exemple, les *Fulaabe* – un groupe peul parmi les plus marginaux – se sont organisés en association pour « la consolidation des relations de parenté », afin d’articuler collectivement l’aide réciproque et mobiliser une plus large clientèle dans la négociation politique [Ciavolella, 2008]. Ce qui semblerait être la simple manifestation d’une solidarité « traditionnelle » démontre en réalité une nature typiquement urbaine, dictée par la nécessité de sortir collectivement des conditions de marginalité et de participer à la vie politique et économique du pays et de la capitale.

Si les associations apparaissent comme un ressort pour s’intégrer, la marginalisation peut aboutir à des formes de rejet de ce que la ville représente. Aux vues des inégalités flagrantes, de cette richesse ostentatoire, certains se sont tournés vers des courants politiques profondément critiques, mobilisant parfois l’imaginaire religieux. Une lecture wahhabite de l’islam, véhiculée par l’influence saoudienne et des ONG islamistes, a fait une intrusion tant dans le système des partis politiques que dans les quartiers défavorisés – comme Arafat, Toujounine et surtout Riyad. La plus célèbre des mosquées dites *fondamentalistes* s’élève au sud d’Arafat. Une bonne partie des fidèles qui la fréquentent sont de jeunes *haratin*, attirés par les discours égalitaristes d’un islam dit *pur* [ICG, 2005]. La marginalité sociale produirait donc ses propres lieux fédérateurs dans ces zones grises excentrées qui échappent au contrôle du pouvoir. Les exclus ont intégré cette marginalité et lui donnent du *sens* pour agir.



Photo 3 – Rassemblement devant la Mairie d’El Mina de femmes haratin demandant des subventions (Choplin, novembre 2005)

Conclusion : vers une appropriation de la ville par ses marges ?

Nouakchott apparaît comme une capitale faiblement politisée. Pour preuve sa courte histoire sociale n'est pas marquée par des manifestations de masse en tant que forme d'appropriation et de politisation des espaces publics. Cela s'explique par un *désenchantement* des aspirations et attentes des infra-urbains.

Les choses semblent pourtant évoluer. La réappropriation de la rhétorique de la marginalité par les marginaux eux-mêmes donne à voir une prise de conscience inédite. Cela se recoupe avec un sentiment grandissant d'appartenance à la ville, en particulier parmi les jeunes générations pour qui les liens avec les villages d'origine s'affaiblissent. Ces dynamiques semblent ainsi alimenter une nouvelle logique urbaine : plutôt que de vivre passivement dans une ville perçue comme étrangère, certaines populations marginales commencent à développer des « compétences citadines » [Berry-Chikaoui, Deboulet, 2000]. Elles se mobilisent physiquement dans l'espace de la ville, revendiquent une *place* dans la société urbaine et nationale.

Ces formes de mobilisation peuvent aboutir à la contestation directe des politiques urbaines et par là même des autorités publiques. Le 2 novembre 2006, 500 femmes *haratin* se postent devant la Présidence de la République pour protester contre l'expropriation programmée de leurs terrains. Le 14 juin 2007, un cortège de femmes munies de bidons vides sillonne les grandes artères pour dénoncer le manque d'eau dans les quartiers périphériques. Le 26 octobre 2007, des collégiens d'El Mina manifestent devant la Présidence : « Nous demandons des professeurs ». Dans un registre différent, le 18 juillet 2007, les forces de l'ordre brûlaient l'une des plus grandes *gazra* de la ville. Ahmed Ould Hamza, Président de la Communauté Urbaine de Nouakchott, justifiera cette action en affirmant « qu'il est impératif de bannir des habitudes citadines la pratique de la *gazra* dans une capitale que l'on veut moderne et vitrine du pays »¹⁷.

Ces cas d'interventions violentes de la part du pouvoir et, inversement, de mobilisations des habitants, bien qu'encore sporadiques, démontrent peut-être que l'histoire de la marginalisation sociale et spatiale à Nouakchott et, plus généralement en Mauritanie, n'est pas finie. Elle est et elle sera toujours remise en question, faisant de ces marges de la ville le *lieu* où se joueront les destinées politiques et les conditions sociales d'une bonne partie des Mauritaniens.

BIBLIOGRAPHIE

- ADU [2002], *Schéma Directeur d'Aménagement Urbain de Nouakchott*, Nouakchott, 102 p.
- AXEL B.K. [2002], *From the margins : historical anthropology and its futures*, Durham, Duke University Press, 328 p.
- BERRY-CHIKAOUI I., DEBOULET A. (dir.) [2000], *Les compétences des citadins dans le monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, 406 p.

17. Extrait du quotidien l'*Authentique* du 20/08/07.

- BLUNDO G., OLIVIER de SARDAN J.-P. [2001], « la corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique Africaine*, n° 83, p. 8-37.
- CERTEAU M. de [1990], *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 350 p.
- CHOPLIN A. [2006 a], « Le foncier urbain en Afrique : entre informel et rationnel, l'exemple de Nouakchott, Mauritanie », *Les annales de géographie*, n° 647, p. 69-91.
- CHOPLIN A. [2006 b], *Fabriquer des villes-capitales entre monde arabe et Afrique noire : Nouakchott (Mauritanie) et Khartoum (Soudan), étude comparée*, thèse de doctorat en géographie, Paris 1, 535 p.
- CIAVOLELLA R. [à paraître en 2008], « Cittadini marginali. Les Fulaabe e i loro tentativi di integrazione allo Stato mauritano », A. in Bellagamba (dir.), *Dalla dipendenza alla cittadinanza in Africa*.
- DAS V., POOLE D. (éd.) [2004], *Anthropology in the margins of the state*, Santa Fe, Oxford, School of American Research Press, James Currey, 330 p.
- DESTREMEAU B., TANGUY P. [2006], « Projet de régularisation et création d'un marché foncier à Nouakchott, Mauritanie : que sont les pauvres devenus ? », *Maghreb-Machrek*, n° 189, p. 111-124.
- D'HONT O. [1988], « La population des quartiers spontanés de Nouakchott ou « Kébé » (Mauritanie) », *Cahiers d'Outre-mer*, vol. 42, n° 165, p. 73-95.
- DIAGANA I. [1993], *Croissance urbaine et dynamique spatiale à Nouakchott*, thèse de doctorat en géographie, Lyon II, 314 p.
- FERGUSON J. [2006], *Global shadows : Africa in the neoliberal world order*, Durham, Duke University Press, 257 p.
- FRÉROT A.-M. (dir.) [1998], *Espaces et sociétés en Mauritanie*, Fascicule de recherches URBAMA, 33, 180 p.
- FRÉROT A.-M. [2007], « Nouakchott, du puits de nomade à la ville des pétroliers, Risques et représentations », *Maghreb-Machrek*, n° 190, p. 87-97.
- GESCHIERE P., GUGLER, J. [1998], « The urban-rural connection : changing issues of belonging and identification », *Africa*, n° 68, p. 309-319.
- GRAMSCI A. [1992], « Aux marges de l'histoire (Histoire des groupes sociaux subalternes), Cahier 25 (XXIII) », *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, p. 301-318.
- GUPTA A., FERGUSON J. [1992], « Beyond "Culture" : Space, Identity, and the Politics of Difference », *Cultural Anthropology*, n° 7, p. 6-23.
- HATZFELD H., HATZFELD M., RINGART N. [1998], *Quand la marge est créatrice. Les interstices urbains initiateurs d'emploi*, Paris, Éditions de l'Aube, 154 p.
- HOOBS B. [1984], *Feminist theory from margin to center*, Boston, South End Press, 174 p.
- ICG [2005], « L'islamisme en Afrique du Nord IV : Contestation islamiste en Mauritanie, menace ou bouc émissaire ? », *Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord*, n° 41, 31 p.
- JOURDE C. [2001], « Ethnicity, Democratization, and Political Dramas : Insights into Ethnic Politics in Mauritania », *African Issues*, n° 29, p. 26-30.
- LECHARTIER C. [2005], *L'espace nomade du pouvoir politique en Mauritanie. Des lieux de la bediya de l'Est à la capitale*, thèse de doctorat en géographie, Université de Rouen, 338 p.
- LEFEBVRE H. [1968], *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 166 p.
- LONSDALE J. [2000], « Agency in Tight Corners : Narrative and Initiative in African History », *Journal of African Cultural Studies*, n° 13, p. 5-16.
- MORELLE M. (coord.) [2006], « Marges au cœur de la ville », *Revue Tiers-Monde*, n° 186, p. 7-132.
- NAVEZ-BOUCHANINE F. (dir.) [2002], *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale*, Paris, L'Harmattan, 412 p.
- OSMONT A. [1995], *La banque mondiale et les villes, du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala, 310 p.

- OULD AHMED SALEM Z. [2001], « "Tcheb-tchib" et compagnie », *Politique Africaine*, n° 82, p. 78-100.
- PITTE J.-R. [1977], *Nouakchott, capitale de la Mauritanie*, Paris, Université de Paris-Sorbonne, 200 p.
- TANGUY P. [2007], « Pauvreté et cohésion sociale en Mauritanie. Construction sociale et fonction d'une catégorie stigmatisante : la pauvreté », *Maghreb-Machrek*, n° 190, p. 99-110.
- VANT A. [1986], *Marginalité sociale, marginalité spatiale*, Paris, CNRS, 265 p.
- VILLASANTE M. [1998], *Parentés et politique en Mauritanie*, Paris, L'Harmattan, 282 p.
- WACQUANT L. [2006], *Parias urbains : Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte, 331 p.